

# Quand le peuple africain chahute les fils à papa

**Point de vue.** Par Jean-Jules Lema Landu, journaliste congolais, réfugié en France.



Jean-Jules Lema Landu.

Il y a huit ans, dans cette même rubrique, nous écrivions que « **les fils à papa avaient confisqué le pouvoir** » en Afrique (*Ouest-France*, 5-6 septembre 2009).

Aujourd'hui, ils sont de plus en plus vilipendés et chahutés par les peuples, qui réclament sans autre forme de procès, leur départ des palais présidentiels. Comme c'est le cas, tout récemment, au Togo.

De qui parle-t-on ? Joseph Kabila, en République démocratique du Congo, fut imposé après l'assassinat de son père, Laurent, en janvier 2001 ; Faure Gnassingbé, au Togo, fut investi en février 2005, après la disparition de son père Eyadema ; enfin, Ali Ben Bongo, au Gabon, fut établi Président en septembre 2009, après la mort de son père Omar.

Si Kabila père, après quatre ans de règne, n'a pas eu le temps de se tisser sur la veste l'écusson de dictateur – mais il en était un caché –, ses pairs du Togo et du Gabon furent

des autocrates assumés. Avec, dans leur tête, l'idée de laisser en héritage à leur progéniture des rouages dynastiques adossés à une armée ethnisée et corrompue. Sans l'appui de laquelle il est généralement difficile de gouverner sur le continent africain.

C'est dans cette logique que furent organisées, en trompe-l'œil, des élections visant à légitimer le pouvoir de Faure Gnassingbé en 2005, et celui d'Ali Ben Bongo, en 2009. L'élection du Congolais Joseph Kabila, en 2006, après un parcours de cinq ans de pouvoir, sous l'égide des accords de Sun City, en Afrique du Sud, est à placer dans la même veine : « fausse légitimation », résultant des élections non crédibles.

## Manifestations et exaspération

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. Les trois héritiers ont régné, en gros, une dizaine d'années. Sans souci majeur... Jusqu'à la déferlante suscitée par la jeunesse au Burkina Faso, en 2002, ayant emporté le président Blaise Compaoré.

Les trois chefs d'État étaient, depuis, assis sur un volcan. En République démocratique du Congo, Joseph

Kabila tient à un fil, à travers des dialogues politiques creux, qui le font tourner en bourrique. Le peuple congolais est vent debout et ne demande pas mieux que son départ, permettant ainsi l'organisation d'élections libres. Et la sortie du pays des labyrinthes autocratiques.

Le Gabon n'échappe pas à la règle. Depuis la présidentielle mouvementée, en 2016, à l'issue de laquelle Ali Bongo est sorti vainqueur, grâce manifestement à une « manipulation » des urnes, la paix dans ce petit pays pétrolier est en sursis. Le chef de l'État est contesté, non seulement sur le plan politique, mais aussi sur celui de sa filiation avec Omar Bongo père. Tout Comme Joseph Kabila, en RD Congo, à qui on attribue des origines rwandaises.

Si, à cet égard, Faure Gnassingbé n'est pas rangé à la même enseigne, les Togolais profèrent, cependant : « Y'en a marre ». Les manifestations monstres qui ont eu lieu, tout récemment, à Lomé, la capitale, traduisent l'exaspération du peuple de vivre sous la « dynastie Gnassingbé ». Ils n'acceptent aucun autre deal que de voir Faure mis à la porte.

Qui vaincra dans ce bras de fer ? Quoi qu'il en soit, le dernier mot reviendra au peuple. Au grand dam des dictateurs, qui méprisent les leçons de l'Histoire sur la souveraineté des peuples.